

URBANISME ET RECHERCHE-ACTION

Jean Foucambert

Pendant des millénaires, on a habité – par nécessité – là où on travaillait ; et inversement. Les lieux des productions agricoles, artisanales et culturelles ainsi que des services étaient complémentaires dans un espace restreint et cohérent qui fournissait aux habitants un accès, certes inégal, aux ressources et aux commodités nécessaires à leur vie en collectivité. Depuis deux siècles, le développement de l'économie capitaliste a profondément modifié ce statut du travail humain. Habitat et urbanisme reflétant toujours les rapports sociaux d'une époque et eux-mêmes étant le fruit des rapports de production, les innovations architecturales et urbanistiques résultent, dans le meilleur des cas, d'innovations fonctionnelles, techniques ou esthétiques mais il n'est pas encore d'exemple qu'un plan audacieux pour la ville ait inversé l'ordre des causalités et mis en difficulté le capitalisme ! D'où, pour des pouvoirs progressistes, l'embarras à formuler des hypothèses autour desquelles expérimenter un nouvel urbanisme qui, malgré les meilleures intentions, ne contribuera pas à renforcer la logique du système économique qui le produit. Sauf pour des États qui auraient eu la possibilité de rompre avec les rapports de production capitalistes, de telles recherches-actions ne peuvent se développer que dans des projets *simulant une rupture*

avec quelques fondamentaux des rapports de production, ceci dans l'intention de comprendre – à travers ce biais expérimental – comment s'ébauchent de nouvelles manières de vivre et de travailler ensemble.

Le travail dénaturé

Le travail a, de nos jours, de moins en moins à voir avec une participation volontaire de chacun *selon ses moyens* à la production collective de la diversité des *biens d'usage*, indissociablement sociaux, matériels, intellectuels et culturels. Cette spoliation du travail – dont la force est ravalée au rang d'une marchandise – a des effets décisifs sur la structuration du tissu social où se rencontrent les forces productives, autant humaines que matérielles. Les facteurs les plus aliénants sont assurément **1.** la *parcellisation des tâches*, leur émiettement, de telle sorte qu'aucune ne donne aisément accès à la globalité des raisons (les tenants et aboutissants) qui la font être ce qu'elle est dans le

monde tel qu'il est ; et **2.** la *spécialisation des travailleurs* et leur enfermement dans des réseaux de hiérarchie et de responsabilité relatifs à des tâches définies selon leur degré de complexité et leur séparation entre production matérielle et intellectuelle. De là, **3.** pour le plus grand nombre, la *dépossession de toute démarche d'analyse et de théorisation* réinvestissable dans d'autres champs de l'activité sociale. L'humanité (dominants compris) vit ainsi bien au-dessous de ses moyens !

La ville écartelée

La recherche d'un nouvel urbanisme n'est donc pas séparable d'un combat au présent contre les formes d'aliénation dans lesquelles le système de production enferme le travail pour le mettre sur le « marché ». Aliénation qui structure toutes les composantes de la vie sociale et personnelle à l'intérieur d'une séparation –fonctionnelle et spatiale– entre **1.** des lieux homogènes d'un *habitat* socialement différencié, **2.** des zones d'*entreprises* commerciales, industrielles, artisanales, de gestion, etc. ne proposant, sur une base « productiviste » que l'émission et la répétitivité des tâches, **3.** des instances de *transmission* de connaissances, de valeurs et de pratiques culturelles reproductrices de l'ordre économique et social existant, **4.** des espaces pour *consommer de la distraction*...

Dès lors qu'il s'agit d'anticiper de la « ville », il est tentant de se demander à quelles conditions une réunification des espaces et de nouvelles manières de produire peuvent contribuer à l'invention d'un nouvel *habiter*...

Une ville au travail ?

Mais est-il possible qu'un urbanisme parvienne à prendre quelques distances avec une urbanisation standardisée à l'échelle de la planète sans que la population qu'il rassemble n'affirme son propre engagement à réduire la capacité d'aliénation du travail humain qui la fonde ? Cette capacité, faut-il le répéter ?, s'enracine si fortement dans la spécialisation, la parcellisation, la hiérarchisation des tâches et l'affirmation d'une séparation naturelle entre l'intellectuel et le matériel qu'elle ne se combatta pas par l'introduction d'un peu plus d'égalité formelle dans l'équipement des logements ou l'accélération des moyens de transport ! Sans attendre « l'abolition du salariat », comment un urbanisme différent peut-il contribuer à faire rencontrer le travail autrement ? Un urbanisme qui ne l'enferme pas dans des zones spécifiques mais *intègre dans l'espace habité* tout « lieu » où se produit quelque chose à partir du travail humain (en clair, toute entreprise, dans tous les champs d'activité, l'industrie, l'agriculture, l'artisanat, l'échange, le service, le culturel, l'éducation, la santé, etc.). Un urbanisme qui lui *restitue de la visibilité*, qui le *contextualise*, qui le *socialise*, qui lui permet d'être un objet collectif de réflexion, d'analyse, d'échange, de savoir, d'invention, de pouvoir... On rejoint ainsi la confrontation fondamentale entre, *d'une part* les mouvements socialistes qui, dès le 19^{ème} siècle, font l'analyse qu'il ne peut y avoir, quel que soit l'âge, de formation intellectuelle que liée organiquement et socialement à une production effective en prise avec les enjeux de la vie collective et, *d'autre part* les classes sociales qui, achetant la force de travail, se prétendent légitimes pour en assurer l'instruction, de l'école à l'enseignement supérieur, mais, toujours à l'abri de la réalité des rapports sociaux...

Ces remarques, aussi succinctes soient-elles, peuvent contribuer à la réflexion des *Consejos comunales* afin de préciser les pistes d'un nouveau « vivre ensemble » qu'une volonté politique locale aura à partager avec une majorité d'acteurs dans le cadre d'un *urbanisme expérimental* :

► **Intégrer** les lieux d'habitation, de production, de culture, d'éducation, de loisirs, d'échange, de partage, de gestion, etc. dans le même espace afin que les diverses activités qu'ils convoquent cessent rapidement de relever de temps de vie séparés.

► **Explorer** les conditions et les conséquences du choix de ne pas disjoindre la formation (intellectuelle, civique, culturelle, etc.) de la production des biens nécessaires au vivre et progresser ensemble. Quelles seront les conséquences à tous les âges et dans tous les lieux d'une unité fonctionnelle entre la production du savoir, le rôle croissant de l'enseignement mutuel (caractéristiques d'une *Société éducatrice*), les instances culturelles et les lieux où s'élaborent les richesses dont l'humanité choisit d'avoir besoin ? Voir l'insistance de *Fidel Castro* pour faire « de chaque entreprise une université »...

► **Réfléchir** à la nécessité (et donc aux possibilités !) de faire de cette *polyvalence* la forme même de tout travail, donc mettre en cause ce que le capitalisme en a fait. Polyvalence qui suppose que toute activité productive intègre des temps collectifs de retours réflexifs, de questionnement des savoirs à l'œuvre, de mutualisation de ces savoirs provisoires avec ceux de l'environnement... Polyvalence qui implique tout producteur

dans l'analyse, la gestion, la responsabilité et l'évolution de cette formidable entreprise qu'est la société dès lors que l'activité de chacun participe à l'invention collective du quotidien, et non à l'enrichissement de quelques-uns.

Souhaitons que ces pistes débouchent sur un urbanisme en rupture « raisonnable » avec l'existant. Mais répétons qu'il restera sans effet si la puissance publique ne se donne pas les moyens d'encourager les entrepreneurs à *produire autrement* afin qu'évolue la composition organique du *temps de travail* de leurs salariés. Il est en effet déterminant qu'une part significative de celui-ci soit consacrée à la *production de savoirs nouveaux*, en interne pour élargir la polyvalence de chacun et, sur l'extérieur pour échanger de l'information et de la culture, alimentant en retour la qualité de l'engagement citoyen dans la cité.

Aujourd'hui, de par le monde, les finances publiques sont massivement utilisées pour alléger les charges salariales et accroître le profit des actionnaires. Peut-on investir, à titre expérimental, à l'occasion d'un nouvel urbanisme, une partie de ces sommes afin d'*explorer la relation dialectique entre d'autres rapports de production et de nouvelles manières de vivre ensemble* ? ●

